Pour une école qui ose ralentir

L'école publique est sans cesse sollicitée pour tout faire, tout évaluer et tout produire, il est essentiel de prendre un temps de réflexion. Une pause réflexive bienvenue en proposant une vision alternative, celle d'une *slow school*, capable de redonner du sens aux apprentissages et de former des citoyen·nes critiques et responsables.

Il parait que tout doit aller vite: les réformes, les apprentissages, les évaluations, les élèves eux-mêmes. L'école, dit-on, doit «s'adapter au monde qui change». Mais à force de courir après la société de la performance, ne sommes-nous pas en train de perdre ce qui faisait le sens même de l'école: apprendre à penser, à comprendre, à construire du commun?

Alain Pache, vice-président de la SSRE[1], dans un récent article du *Temps*, propose une idée subversive: ralentir! Revenir à une école qui ne confond pas efficacité et précipitation, qui redonne de la valeur au temps long de la réflexion, de la curiosité et du dialogue. Une *slow school*, en somme, qui formerait des citoyen·nes capables de juger, de débattre et de rêver, plutôt que de simplement cocher des cases.

Mais soyons honnêtes: comment parler de lenteur quand les enseignant·es doivent courir après les heures, les programmes, les formulaires et les évaluations en tous genres? Comment construire du sens quand la recherche en éducation est réduite à la portion congrue et que les budgets fondent plus vite qu'un glacier en été?

Cette course folle a des conséquences concrètes: des élèves en difficultés, des savoirs déconnectés de la réalité, des enseignant·es fatigué·es. Pourtant, de nombreux·ses collègues s'efforcent de réinventer l'école chaque jour, de montrer que le savoir peut être vivant, utile et porteur de sens. Ils et elles méritent des conditions dignes, un cadre qui valorise la créativité et l'expérimentation, et le soutien d'une politique qui place la qualité de l'enseignement au cœur de ses priorités.

La lenteur, ici, n'est pas un luxe – c'est une résistance. Une résistance à l'urgence, à l'évaluation obsessionnelle et à la compétition. Une résistance qui dit: il est possible de former des citoyen·nes éclairé·es, capables de penser par eux-mêmes. Une résistance qui rappelle que le rôle de l'école publique n'est pas de produire des chiffres, mais des humain·es.

Alors osons la provocation: si la société veut des citoyen·nes critiques, solidaires et lucides, elle doit accepter que l'école prenne son temps. Redonnons aux enseignant·es, aux élèves et aux savoirs le temps de respirer. Redonnons à l'école le temps de penser l'avenir, pas seulement de le subir. •

David Rey, président du SER

[1] Société suisse pour la recherche en éducation

I-BEST 2026

Dans un monde où les personnels de l'éducation font face à des défis croissants – surcharge de travail, manque de reconnaissance, problèmes de santé mentale –, il est plus qu'essentiel de disposer de données fiables et comparables pour alimenter le débat public et orienter les politiques. Pour ces raisons, le CoSER a décidé que notre syndicat participerait au prochain Baromètre international de la santé et du bien-être du personnel de l'éducation qui répond justement à ce besoin, en donnant la parole aux personnels éducatifs du monde entier sur leurs conditions de travail réelles.

L'enquête I-BEST est une enquête internationale récurrente, qui évalue les conditions de travail, la santé et le bien-être des personnels de l'éducation à travers le monde. Cette démarche unique permet notamment de collecter des données probantes sur la santé au travail des personnels éducatifs, d'établir des comparaisons internationales fiables ou d'identifier les bonnes pratiques et les défis communs.

© www.educationsolidaire.org

Les questionnaires arriveront dans vos boites mail en début d'année 2026. Les résultats seront présentés et évalués au niveau national durant cette même année.

(dr)

CDIP: coordination de l'enseignement des langues

Lors de leur assemblée annuelle fin octobre à Lucerne, les membres de la CDIP (Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique) se sont une nouvelle fois penchés sur la question de l'enseignement des langues, avant d'adopter une déclaration en la matière. La CDIP est d'avis que, pour améliorer la qualité de l'enseignement des langues, il est aujourd'hui nécessaire d'adapter les objectifs de formation et les plans d'études. Elle estime en outre que la marge de manœuvre qu'offre l'art. 4 du concordat HarmoS, qui porte sur l'enseignement des langues, doit être explorée. Avec sa déclaration, la CDIP réaffirme également sa volonté de garantir la coordination de l'enseignement des langues conformément au mandat d'harmonisation confié par l'art. 62, al. 4, de la Constitution fédérale. Elle est convaincue de pouvoir ainsi présenter des solutions de qualité qui reposent sur des fondements pédagogiques et qui remporteront l'adhésion des régions linguistiques. *(com./réd.)*

Chiffre du mois: 40

C'est, en pourcents, le recul du nombre d'embauches d'enseignant·es entre 2025 et 2034, en fonction des besoins établis dans les scénarios de référence.